



REVUE DE PRESSE
SUD OUEST ET CHARENTE LIBRE
DU 28 OCTOBRE 2014

■ 30.000 foyers charentais peinent à payer leur facture de chauffage ■ L'augmentation des tarifs du gaz et de l'électricité, au 1^{er} novembre, ne va rien arranger ■ Mais on peut toujours réduire la note.



Grâce à l'aide de Charente Solidarité, la famille Renault d'Angoulême a réussi à réduire sa facture de 14% par rapport à l'an passé.

Photo Majid Bouzitt

Chauffage: il n'y a pas de petites économies

Benoît CAURETTE
b.caurette@charentelibre.fr

C'est comme s'ils recevaient un nouveau coup de massue. Les Renault croyaient s'être éloignés des fins de mois difficiles, de cette facture d'énergie qui leur revient si cher. Et voici qu'on annonce de nouvelles augmentations pour le 1^{er} novembre: +2,5% sur la facture d'électricité, +2,3% sur le prix du gaz. «A quoi ça sert de faire des efforts si la note augmente sans arrêt ?» interroge Pascal, le père dépité. «À limiter la casse», lui répond

Jennifer Segut, ambassadrice énergie du groupement d'intérêt public (GIP) Charente Solidarité. Pendant presque un an, la jeune femme a accompagné cette famille de Ma Campagne qui peine à payer ses factures, tandis qu'à l'échelle de la Charente, ce sont plus de 500 foyers qui ont été suivis et conseillés par neuf ambassadeurs dans le cadre de ce dispositif expérimental visant à réduire les notes salées et les factures non réglées. Au cours des cinq rendez-vous, la jeune femme a tout noté des habitudes du ménage dans un logiciel spécifiquement développé pour le GIP. Et relevé, à chaque

fois, les consommations. Avant/après les conseils et la remise d'un kit (thermomètre, mousseur, etc.).

Un effet ciseaux

Les Renault ont été approchés parce qu'ils «consommaient trop» de l'eau même du père. Et qu'ils ont bénéficié l'an dernier d'aides accordées pour les impayés d'énergie, le principal volet du fonds de solidarité logement (FSL) qui a atteint en 2013 «son record absolu», constate Gervais Rougier, directeur du GIP: 990.000 euros d'enveloppe globale, 3.500 dossiers instruits.

Il suffit parfois de quelques gestes simples, de nouvelles habitudes de consommation.

Et cela, c'est pour la face visible de l'iceberg. «Sur 160.000 résidences principales en Charente, on constate plus de 20% de précarité énergétique», explique le professionnel. On file tout droit vers les 30%. On estime qu'au moins 30.000 foyers ont des difficultés à payer. Les augmentations de tarifs, «trois à quatre fois supérieures à l'évolution des revenus» ne font qu'accroître le phénomène. «En 2005, l'aide moyenne du FLS était de 286 €, l'an dernier, c'était 610 €, poursuit Gervais Rougier qui note toutefois qu'au cours des quatre dernières années, les coupures pour impayés sont passées de 1.500 à 1.000 par an en Charente, en raison notamment de l'évolution des politiques des fournisseurs et de la législation en la matière. «Mais globalement, il y a un effet ciseaux entre les revenus qui baissent et les tarifs d'énergie qui grimpent», déplore David Comet, président du GIP et conseiller général.

Total, «on se retrouve avec des gens qui arrêtent carrément de se chauffer, ils portent trois pulls, trois paires de chaussettes et

Le bois pas cher, un vrai bol d'air

Elles n'avaient plus les moyens de se chauffer. Certaines avaient même carrément coupé les radiateurs. L'an passé, 35 familles du Confolentais ont pu mettre du bois dans la cheminée. L'opération «Tous au bois, pour tous», portée par la maison de la solidarité de Charente limousine, a été un vrai succès, estime Gaëlle Lefrère, la responsable de la structure. Ces foyers qui se trouvaient en situation de précarité énergétique ont pu, pour certains, en sortir. Tous, en tout cas, ont réduit la facture d'énergie qui pouvait représenter jusqu'au quart de leurs dépenses. «Grâce à une véritable chaîne de solidarité, elles ont bénéficié de bois à 10 € le stère, cinq fois moins cher que le prix habituel, pour une qualité de bois inférieure mais suffisante pour donner un vrai bol d'air dans le budget». De nombreuses communes ont mis des parcelles à disposition, les chantiers d'insertion se sont démenés, les jeunes agriculteurs, l'agence départementale de l'aménagement et la Grande famille confolentaise aussi. S'il y a eu quelques écueils, notamment en matière de livraison (il faut venir chercher ses stères) ou de débits inadaptés, «des solutions solidaires ont été rapidement trouvées, notamment avec l'entourage des personnes concernées. Les gens ont recréé du lien avec leurs voisins, et c'est en cela que la mission est une vraie réussite» se réjouit Gaëlle Lefrère. «En parallèle, ça a permis aux bénéficiaires de rester acteurs, pour certains même de se remettre au bois et de renouer avec des circuits courts dans une région boisée à 30%». Sans surprise, l'action est reconduite pour cette saison de chauffe. Quinze dossiers - dont sept concernent des familles aidées l'an passé - ont déjà été déposés. Leur acceptation reste soumise à critères sociaux.

maintiennent péniblement leur logement à 15 °C».

Pascal, Alexandra Renault et leurs deux enfants n'ont jamais été dans ce cas-là. Eux, c'était plutôt l'inverse: «On ne faisait pas toujours gaffe avec les radiateurs», résume Aurora, la fille. Du coup, la consommation et donc la note d'énergie étaient presque deux fois supérieures à la normale, pour un logement de 90 m² occupé de la même manière. Quand leur assistante sociale les a orientés vers le dispositif du GIP Charente Solidarité, ils n'ont pas hésité un instant. «Les ambassadeurs énergie que nous avons lancés l'an passé sont, avec le FSL et les aides de l'Agence nationale de l'habitat [11 000 ménages aidés sur trois ans à améliorer leur logement], une réponse», pense Gervais Rougier. Globalement, ça a permis «des économies de 22% d'énergie et de 18% d'eau», salue le directeur. Pour les Renault, c'est «14% d'énergie en moins, 26% d'eau économisés». Tout ça «grâce à des gestes simples, de nouvelles habitudes de consommation. Ne serait-ce que réduire de 1 °C son chauffage, c'est 7% d'économies», éclaire Jennifer Segut. «C'est souvent un ensemble de petites choses qui font qu'on se retrouve dans des situations difficiles. Et ça ne concerne pas que les gens qui ont des revenus modestes.»

S'ils sont souvent saisis par Charente Solidarité pour intervenir chez les bénéficiaires du FSL, les ambassadeurs énergie peuvent aussi intervenir à la demande, chez les particuliers
Contact: 05.45.23.59.53

Les achats groupés, pas si simples

Grouper les commandes pour obtenir un prix malin. Ça semble tomber sous le sens, mais ça n'est jamais si simple. Benoît Savy, le maire de Montrollet, en Charente limousine, en sait quelque chose. Un an après, son projet d'achat groupé de flouil pour sa commune et celles voisines de Saint-Christophe, Briqueville et Lesters, «n'a toujours pas été finalisé», admet-il, désolé. «Nous ne serons pas prêts pour les premières commandes saisonnières». La raison? «On était loin d'imaginer à quel point ce serait difficile de faire changer les habitudes des gens, admet l'élu. On pensait naïvement qu'ils étaient très ouverts à ce genre de pratique et qu'ils allaient s'inscrire spontanément.» Au lieu de cela, les porteurs du projet se

sont heurtés à des réticences, des craintes face à l'inconnu, une certaine peur du lâcher-prise, cette sensation de ne plus contrôler ce qui sort de leur porte-monnaie ni même la qualité de ce qui rentre dans leurs cuves. Si les quatre communes offrent un potentiel de commande de 55.000 à 60.000 litres, il a fallu rassurer et convaincre pour qu'une trentaine de foyers manifestent leur intérêt. «Ce qui reste insuffisant en l'état, si on veut obtenir des réductions vraiment intéressantes», Benoît Savy et ceux qui œuvrent à la réussite du projet ne désespèrent pas de faire le plein mais savent que ça prendra encore un moment. «En attendant, on invite les gens à commander individuellement

pour les premières livraisons.» Les réticences au changement ne sont pas que l'apanage du Confolentais. Même à l'échelle du département, l'UFCV Que Choisir s'y est heurtée l'an dernier avec son opération de gaz moins cher. Si 611 Charentais ont laissé tomber GDF pour économiser 15,5% de la note avec le groupe d'énergie belge Lampris, «ils étaient initialement le double à s'être montrés intéressés», relève Daniel Goursaud, le responsable de l'opération. «La peur de changer est passée par là, doublée de celle ne plus pouvoir revenir en arrière si jamais...» Des comportements qui continuent de faire les beaux jours des opérateurs historiques: GDF détient toujours sept abonnés au gaz sur dix.

Magelis, Festival de la BD et gros sous

So 28 oct 2014

PÔLE IMAGE L'avenir du festival de la BD d'Angoulême et de Magelis était au menu d'une réunion des financeurs publics hier

BERTRAND RUIZ
b.ruiz@sudouest.fr

Les collectivités investissent chaque année en Charente 15,7 millions d'euros dans la filière image (Magelis, Cité de la BD, Festival de la BD, Eesi, etc.). Si la somme est conséquente, le retour sur investissement l'est tout autant. Dans le sillage du festival de la BD, Angoulême et la Charente ont misé sur une filière qui génère aujourd'hui de l'emploi, de l'innovation, des talents et des événements attractifs. . .

Oui mais voilà. La raréfaction des subsides publics et la future réorganisation territoriale ont conduit les financeurs à s'interroger sur l'avenir. De son côté, la Région a maladroitement fait part de son intention de quitter Magelis dès 2015 pour porter son propre plan d'aide à la filière image et numérique (10 millions d'euros sur cinq ans). Cette annonce prématurée a froissé de nombreux élus charentais. Elle a aussi conduit le président du Conseil général Michel Boutant à provoquer un cycle de réunions des financeurs. La première avait lieu hier. « Il y en aura d'autres. Nous nous donnons jusqu'au mois de mars pour définir une stratégie globale ».

Hier, il a donc été question de Magelis et de l'éventuel retrait de la Région du pôle image. Dès 2015 ? Impossible. Les délais sont trop courts au regard de la complexité du dossier. Michel Boutant a rappelé que le Département, majoritaire (60 %) à Magelis, gardait la main. Conscient de la nécessité de mutualiser les moyens, le président du Conseil général a toutefois laissé la porte ouverte aux négociations. Mais il a posé ses conditions. Michel Boutant souhaite que l'intégralité du plan régional d'aide à la filière image et numérique soit affectée à Angoulême et à la Charente. « Je n'accepterai ni délocalisation, ni dilution du pôle image dans un ensemble plus grand », précise Michel Boutant. « En Charente, nous



Les financeurs réunis au Conseil général. PHOTO ANNE LACAUÉ

n'avons pas de perspectives de développement maritime, nous n'avons pas de pôle mutualiste. En revanche, la filière image et numérique doit rester notre marque de fabrique ».

Inverser les rôles

Michel Boutant est aussi conscient que le législateur va mettre son nez dans les compétences des collectivités. Et que la politique économique d'un territoire a de fortes chances d'être exclusivement portée par les Régions et les communautés d'agglomération.

« On ne peut pas présumer de la suite des événements. Mais il nous faut anticiper ». Hier, Michel Boutant a donc proposé à Jean-François Maçaire « d'inverser les rôles » à Magelis, de façon à ce que la Région devienne le contributeur majoritaire du pôle image, à la place du département.

Boutade ou proposition sérieuse ? L'avenir le dira. . . « Sur les objectifs, sur le fait que la politique de l'image est attachée au territoire du Grand-Angoulême, nous sommes tous d'accord », précise Jean-François Dauré, président du Grand-Angoulême. « Sur la question de l'organisation, nous allons travailler ensemble à trouver la solution la

plus économe et la plus efficace pour le développement de cette politique ».

La BD à Angoulême

Fier, les financeurs ont aussi échangé sur l'avenir du festival de la BD. La société Neuvième Art+, à qui l'organisation du festival de la BD a été concédée jusqu'en 2017, dit vouloir « franchir une nouvelle étape dans la structuration du festival » en s'inscrivant dans la durée. Elle propose aujourd'hui que la marque « Festival international de la BD d'Angoulême », propriété exclusive de l'association du FIBD, soit portée en indivision par les deux entités.

Les financeurs ont, semble-t-il, pris acte de cette possibilité d'évolution, sans pour autant prendre position. Ce sera à l'association présidée par Patrick Ausou de peser le pour et le contre et de trancher sur ce point précis. « Nous sommes tous sensibles à ce que le festival reste à Angoulême et ne devienne pas comme le Paris-Dakar qui se déroule en Argentine ou au Chili », résume Michel Boutant. L'essentiel, pour les élus, ce serait la garantie d'un festival pérenne à Angoulême et nulle part ailleurs. Les modalités d'organisation ne seraient finalement que secondaires. . .

Aménagements routiers: inauguration après les travaux

Samedi matin, environ 120 personnes, élus locaux, départementaux, régionaux, services techniques, riverains, étaient présents pour inaugurer les travaux de requalification de l'ex-RN 141, devenue RD 736 depuis janvier, et d'aménagement de l'avenue Carnot à Gondeville et Mainxe. Michel Boutant, président du conseil général, a souligné: «Ces aménagements ont amélioré la qualité de la route, la sécurité des usagers et des riverains, la qualité de vie, avec la réalisation d'un cheminement piéton et cycliste depuis l'échangeur de Montagan jusqu'au pont de la Charente.»

Bernard Pissot, maire de Mainxe, s'est réjoui du soutien des financeurs pour la réalisation de ce chantier, en y associant les municipalités précédentes, présidées



Les élus ont coupé le ruban symbolique sur l'avenue Carnot.

Photo CL

par Philippe Ménard à Mainxe, et Jean-Pierre Léonard à Gondeville, sans oublier le soutien de Jérôme Royer, ancien maire de Jarnac.

«L'ouverture de nouveaux commerces sur l'avenue Carnot rejoint également élus et riverains, une belle entrée sud-ouest vers Jarnac, bientôt illuminée pour les fêtes de fin d'année.» Elisabeth Dumont, maire de Gondeville, en accord avec les propos de son collègue, a évoqué les quelque 18 000 véhicules/jour, trafic qui a justifié les aménagements de cette voie douce, «une belle aventure technique et humaine». «L'entrée de Jarnac reprend ses lettres de noblesse, mais nous sommes bien à Gondeville!», glisse-t-elle avec une pointe d'humour à François Raby, maire de Jarnac. Grâce aux subventions de l'État, de la Région et du Département, le coût financier (section en maîtrise communale), de l'ordre de 125 000 €, se limite à une participation modérée de 52 400 € (1).

Samuel MÉCHAIN

(1) Mainxe et Gondeville ont financé en première phase l'éclairage et l'aménagement paysager à hauteur de 24 000 €.

Boutant: «Nous devons faire des choix»

Dans son propos, Bernard Pissot, maire de Mainxe, a profité de ce moment pour interpellier le président du conseil général: «Le parking de covoiturage de l'échangeur de Montagan est de plus en plus fréquenté. Il devient dangereux s'il n'est pas sécurisé et aménagé. En outre, nous regrettons que l'entretien de ce giratoire ne reflète pas la qualité de cette avenue Carnot. Enfin, si la voie douce multifonctionnelle est une réussite, je n'ai toujours pas de réponse au fait qu'elle se termine à contre-sens sur le rond-point de Montagan!» Après avoir rappelé quelques chiffres pour ce chantier (1), Michel Boutant, «ne jouant pas le père Noël», a dit avoir entendu l'appel des maires locaux,

a confirmé le soutien du conseil général pour créer des aires de covoiturage, devenues indispensables, mais il a aussi ajouté: «Nous devons faire des choix.» Rappelant les 51 millions d'euros débloqués pour les travaux à l'est et à l'ouest d'Angoulême, le projet d'électrification de la voie ferrée Angoulême-Saintes-Royan pour le TGV, ainsi que les efforts pour les réseaux de téléphonie et haut débit en certains lieux de Charente mal desservis.

(1) Coût global des travaux: 455 000 € hors taxes, dont 243 000 € (partie rurale) et 212 000 € (partie urbaine), avec participation du Département à hauteur de 307 000 € hors taxes, soit deux tiers environ.

■ PÔLE IMAGE

Les problèmes sont posés, les solutions restent à trouver

Positif. C'est le mot qui résume la pensée de Jean-François Daure. Le président de Grand-Angoulême était autour de la table, hier, au conseil général, pour parler de l'avenir de la filière image. Une réunion qui découle «de la position de la Région et sa volonté de quitter Magelis pour créer un pôle de compétitivité image, numérique et design», rappelle Jean-François Macaire, le président de la Région. «Mais la Région restera présente à l'euro constant là où elle est déjà», a compris Xavier Bonnefont, le maire d'Angoulême.

«Ça a permis de tout mettre à plat, apprécie le président de Grand-Angoulême. Il y a une nécessité de changement et on aurait dû faire ça beaucoup plus tôt». Concrètement, pour l'instant, pas grand-chose. «Il y a une forte convergence de vue», assure Jean-François Macaire. «L'image est une priorité pour notre territoire, reprend Jean-François Daure. Je pense que nous devons,

ici à Angoulême, être reconnus comme territoire unique et référent dans le domaine». Même harmonie sur le festival de la BD. Pour le président de l'agglo, «la marque du festival doit forcément être ancrée sur le territoire». Pour celui de la Région, «il serait inimaginable que la marque ne reste pas à Angoulême».

Une des pistes avancées par le maire d'Angoulême, c'est que la ville en devienne propriétaire. «Lànt que les sages sont là, c'est bien que l'association soit garante de la marque, mais quel après», interroge Xavier Bonnefont qui veut «protéger l'avenir». Tout ça doit se faire avec des budgets contraints «avec plus de mutualisation et d'optimisation. On doit réfléchir à l'architecture qui va permettre d'atteindre ces ambitions. Le travail commence dès aujourd'hui», lance le président de l'agglo. Région, Département, Ville, agglomération, Magelis et festival doivent maintenant faire des propositions. Prochaine réunion dans un mois.

CHÂTEAUBERNARD

Une brocante sur le parking de Verallia



Cyril a eu du succès avec son lapin nain. PHOTO SANDRA BALAY

Perruches, mandarins, cochons d'Inde, hamsters, lapins fermiers, lapins nains... Cyril est venu d'Ortollles pour participer à la brocante/foire aux vins sur le parking de l'usine Verallia pour l'une, et dans le local du comité d'entreprise, pour l'autre. Le petit événement était organisé par l'association sportive des Verriers Omnisports et sa section VTT les Vélos Verre, dimanche 12 octobre.

Depuis que Verallia a fait le choix de se séparer de ses terrains, la di-

rection laisse à l'AS Verriers Omnisports le parking de l'usine gratuitement. Notons que le comité d'entreprise de Verallia soutient financièrement les différents clubs sportifs estampillés Verriers.

Agenda

Les vétéristes préparent leur matinée sportive au départ du complexe omnisports des Vauzelles pour le dimanche 9 novembre. Au menu: de la marche et des circuits VTT ouverts au public.

La France aligne son budget

Sous la menace de Bruxelles, la France et l'Italie ont révisé -à la marge- leurs budgets 2015. La réponse de la Commission européenne est attendue cette semaine. Suspense...

L'Italie et la France ont finalement chacune de leur côté fait un pas vers la Commission européenne en révisant à la marge leurs projets de budget pour 2015, que Bruxelles jugeait en l'état trop lâches. Paris et Rome avaient reçu des courriers de la Commission européenne demandant des précisions sur les projets de budget, faisant planer la menace d'une humiliante demande officielle de révision, une arme entre les mains de la Commission qui n'a pour l'instant jamais été employée. Dans un premier temps, la semaine dernière, le président français François Hollande et le chef du gouvernement italien Matteo Renzi avaient semblé vouloir résister à Bruxelles.

«Le budget italien ne pose pas de

»

Les mesures nouvelles ont au final un effet total de 3,6 à 3,7 milliards d'euros sur les déficits publics de la France

problèmes», avait soutenu jeudi M. Renzi, qui entendait «ouvrir un débat politique sur qui décide quoi». M. Hollande avait quant à lui qua-



Le porte-parole du Commissaire européen à l'Économie s'est refusé à tout commentaire sur la proposition budgétaire de la France

lifié le courrier bruxellois de «banaux», avant de dire que «rien ne nous fera dévier» de l'objectif français de renouer avec la croissance. Finalement, Paris comme Rome ont annoncé hier des révisions de leurs projets, à quelques heures du verdict de la Commission demain, tout en assurant ne pas se dédire. «Le gouvernement italien s'engage à adopter des mesures supplémentaires en 2015 afin d'accroître l'effort budgétaire déjà envisagé par le projet de budget italien», écrit le ministre de l'Économie et des Finances italien Pier Carlo Padoa-Schioppa dans une lettre adressée au vice-président de la Commission européenne

Jyrki Katainen, rendue publique. Les nouvelles mesures de Rome valent 4,5 milliards d'euros. Pour la France, c'est le ministre des Finances Michel Sapin qui a donné hier des «précisions» et des «mesures nouvelles», avec, au final un effet total de «3,6 à 3,7 milliards» d'euros sur les déficits publics, sous l'effet de recettes supplémentaires ou de dépenses réduites, notamment grâce à la baisse des taux d'intérêt. Le projet initial de budget prévoit un déficit à 4,3% du PIB en 2015, alors que Paris s'était engagé à le ramener sous la barre des 3%, un objectif repoussé de deux ans.

Quant au déficit structurel, il devrait diminuer de plus de 0,5 point de produit intérieur brut (PIB) entre 2014 et 2015, a assuré M. Sapin. Pour autant, ni Paris ni Rome ne reviennent sur leur idée de fond : il ne faut pas risquer de plomber une activité déjà faiblissante par trop d'austérité. Interrogé hier à Bruxelles sur l'annonce de Rome, le porte-parole de M. Katainen, Simon O'Connor, s'est félicité des «éléments constructifs fournis par l'Italie», mais a refusé de se prononcer sur le fond. Pour la France, il a refusé de faire un «commentaire pour le moment».

Budget : Paris cherche à calmer Bruxelles



La démarche de Paris est «en ligne avec les règles» européennes, dit Michel Sapin. AFP

COMMISSION EUROPÉENNE La France a présenté de nouvelles mesures qui devraient permettre de réduire le déficit public de l'ordre de 3,6 milliards

Paris a cherché hier à désamorcer les critiques de la Commission européenne visant son projet de budget 2015. Le ministre des Finances, Michel Sapin, a donné des «précisions» et a présenté des «mesures nouvelles» qui permettront de réduire le déficit public de la France de «3,6 à 3,7 milliards» d'euros supplémentaires. Cela s'explique par de «bonnes nouvelles» survenues depuis l'évaluation des recettes et dépenses, telles que la baisse des taux d'intérêt, qui allège le coût de la dette, mais aussi par un moindre prélèvement sur recettes à venir à destination du budget de l'UE, a expliqué le ministre. Quant aux mesures nouvelles, elles concourent en partie à la lutte contre la fraude et l'optimisation fiscales. Quant au déficit structurel, il de-

vrait diminuer de plus de 0,5 point de produit intérieur brut (PIB) entre 2014 et 2015, a précisé Michel Sapin. Dans une lettre adressée en début de semaine dernière, le commissaire européen aux Affaires économiques, Jyrki Katainen, demandait au ministre des Finances «les raisons qui ont conduit la France à dévier» de ses objectifs budgétaires. «Démarche adaptée» Le projet de budget en cours de discussion prévoit en effet un déficit public à 4,3% du PIB en 2015, alors que Paris s'était engagé à le ramener à 3% l'an prochain. Ce 3% du PIB est «la valeur de référence du traité», constatait Jyrki Katainen, ajoutant que 2015 était «la date butoir». Interrogé pour savoir si les modifications allaient avoir un effet sur ce ratio, Michel Sa-

pin a répondu : «Tout ça a des effets, mais ça ne change pas fondamentalement la question des 3%». Le ministre français a envoyé hier une lettre de réponse au commissaire. Il y affirme que la France maintiendra les «deux piliers» de sa politique économique : le pacte de responsabilité et de solidarité, qui prévoit notamment des baisses de cotisations et d'impôts pour les entreprises, et l'effort d'économies de 21 milliards d'euros pour l'année 2015. La «démarche» de la France est «en ligne avec nos règles communes et les flexibilités qu'elles contiennent» et «adaptée à la situation macroéconomique de la zone euro», a ajouté le ministre. La Commission européenne se prononcera mercredi sur les décisions de la France.

Du sang neuf pour le service de cardiologie

CENTRE HOSPITALIER Ça bouge dans le service. Deux nouveaux cardiologues sont arrivés. Un tout nouvel échographe, du matériel de pointe, vient d'être acquis

DIDIER FAUCARD

d.faucard@sudouest.fr

Le moins que l'on puisse dire est qu'il y a de la nouveauté au sein du service de cardiologie de l'hôpital de Cognac.

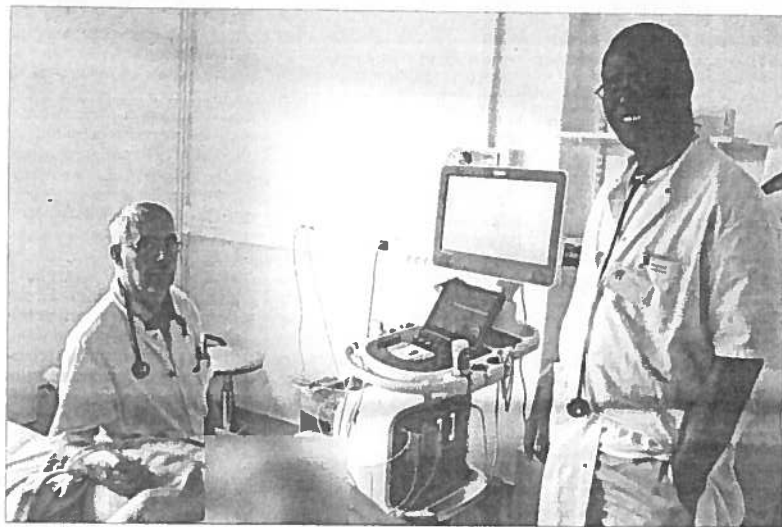
Deux praticiens sont ainsi arrivés. Le docteur Benoît Fouquoire, ancien chef de clinique à la faculté, cardiologue clinique exercera à mi-temps à Cognac et le reste du temps à Saint-Jean-d'Angély. « J'ai été recruté pour étoffer l'équipe et développer trois axes : les consultations externes, l'échographie transœsophagienne et l'échographie de stress qui permet de diagnostiquer les angines de poitrine et certaines maladies des valves du cœur. »

Concernant l'échographie de stress, il s'agit d'une procédure particulière : « On réalise une première échographie "normale" puis on injecte un produit qui accélère le cœur, et on réalise une seconde échographie pour voir quelles peuvent être les anomalies », précise Benoît Fouquoire.

Le second cardiologue est Ambrose Kibos, visiblement ravi de se retrouver à Cognac, « j'aime l'endroit », confie ce dernier. Après des études à Marseille, il a exercé au Québec, à Taïwan et en Normandie (à Coutances) où il se trouvait auparavant. « Je suis cardiologue depuis 2007. J'ai une spécialité d'électrophysiologie, c'est-à-dire de l'électricité du cœur et en arithmologie. »

Équipement haut de gamme

Outre ces compétences humaines, le centre hospitalier cognaçais vient, également, de se doter d'un tout nouvel échographe cardiaque. La nouvelle génération, « Epiq cardio », de chez Philips qui a coûté la modique somme de 120 000 euros, « le top de la technologie, assure Jérôme Lrapeaux, le directeur de l'hôpital, qui permettra d'assurer des consultations qui ne



Le docteur Benoît Fouquoire (à gauche) et son collègue Ambrose Kibos avec le nouvel échographe. PHOTO TIFFAIN ARTAUD/OLD

peuvent pas être réalisées dans des cabinets privés en ville. » L'ancien appareil, qui datait de 2009, est, lui, parti rejoindre le service des urgences.

Cet échographe bénéficie de toutes dernières générations de sondes et de logiciels cliniques. Il permet, ainsi par exemple, une évaluation en 3D temps réel (aussi appelé 4D) des structures cardiaques et leurs relations au sein d'une zone anatomique ou une mesure de la déformation et des vitesses de déformation du ventricule gauche segment par segment, accompagnée d'une synthèse globale de déformation. . .

Par ailleurs, pour obtenir des images des zones du cœur difficilement accessibles par la technique plus courante de l'échocardiographie transthoracique, l'échographe dispose également d'une sonde transœsophagienne fonc-

tionnant sur les modes 2D, 3D, 3D en temps réel. Enfin, l'hôpital a également investi dans une console de post-traitement qui offre aux cardiologues la possibilité de revoir les images vidéos réalisées au cours des échographies, de reprendre ou refaire l'ensemble des calculs de ces examens, de réaliser leurs comptes rendus et de les éditer.

L'ensemble présente un sérieux atout d'attractivité pour le nouveau centre hospitalier : « la cardiologie est une activité qui est appelée à se développer à l'avenir, compte tenu de l'accroissement de la population du territoire et de son vieillissement », observe Jérôme Lrapeaux. Le directeur précise cependant : « Nous restons un hôpital de proximité : les interventions comme la coronographie s'effectuent dans les hôpitaux de référence, Angoulême ou Saintes ou encore les CIU, Poitiers ou Bordeaux. »

LA CLINIQUE CERTIFIÉE

Qualité et sécurité des soins, prise en charge des patients, organisation du bloc opératoire, répondre aux attentes des pouvoirs publics et des usagers... La clinique de Cognac a rempli cette liste non exhaustive des conditions indispensables pour obtenir une certification de la Haute autorité de santé. L'équipe d'experts d'organismes et autorités externes, est passée en décembre dernier. Elle vient de transmettre ses conclusions.

La Haute Autorité de Santé s'est engagée en 2008 dans la première campagne de généralisation du recueil d'indicateurs de qualité. Cette reconnaissance est renouvelée tous les quatre ans. C'est une certification globale et non de toutes les activités de l'établissement.



Grève dans les transports le 4 novembre

La CGT appelle à une manifestation nationale le 4 novembre pour la défense du service public et contre le « dumping social ». Elle devrait avoir un impact sur la SNCF, les transports urbains (tramway, métro, RER), le maritime, l'aérien et l'aéroportuaire, le fluvial et les routes.



Conseil de développement : appel aux citoyens

Le Conseil de développement durable du Pays Ouest Charente cherche des adhérents pour faire progresser la réflexion liée au « mieux vivre ensemble ». Le Conseil est ouvert à tout habitant du Pays. Jacques Vian (photo) présidera l'assemblée générale mardi 4 novembre à 18 h 30 à la salle des fêtes de Bassac.